

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS Ferme éolienne de la Besse**

1 rue des Arquebusiers  
67 000 Strasbourg

Références : 2025\_982\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0003104021

P.J. : projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure et mesures d'urgence

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement SAS Ferme éolienne de la Besse implanté La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques.  
(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une visite du chantier de construction du parc, suite à la déclaration du début des travaux fixé au 10 février 2025

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Ferme éolienne de la Besse
- La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars
- Code AIOT : 0003104021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ferme éolienne de la Besse, dont le siège social est au 1 rue des Arquebusiers 67000 Strasbourg, est une filiale de la société WOLKSWIND France. La SAS ferme éolienne de la Besse est

autorisée par arrêté préfectoral du 9 mars 2020 pour l'installation et l'exploitation d'un parc éolien composé de trois éoliennes et d'un poste de livraison sur les communes de Cherves-Châtelars et de Lésignac-Durand.

Le parc est actuellement en cours de construction et la visite d'inspection a été réalisée dans ce cadre.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Phase de travaux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Rapport d'incident	Code de l'environnement, articles R. 512-69 et L. 511-1	Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours et 1 mois
3	Travaux	Code de l'environnement, article L. 511-1	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant	1 semaine, 15 jours et 1 mois
4	Protection des habitats	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours et 1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur le site du parc éolien de la Besse, il a été constaté par l'inspection des installations classées que les travaux de terrassement, de création des fondations des éoliennes, de création et d'aménagement de pistes et de plateformes, de tranchées, etc., ont été réalisés sans respecter la période d'interdiction de réaliser des travaux, à savoir du 1<sup>er</sup> mars au 15 juillet 2025.

Il a également été relevé un déficit de sécurisation et de protection du site, d'éventuels impacts sur l'environnement (mise en place d'un enrobé faible épaisseur sur les pistes, observation d'un niveau de remplissage important des fondations de chacune des éoliennes traduisant la mise en contact avec la nappe phréatique...) et un manquement quant au respect de la réglementation : défaut de déclaration d'accidents ou d'incidents).

Dans ce contexte, un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport. Ce projet propose des mesures d'urgence pour garantir que le chantier de construction du parc éolien n'ait pas d'impact sur l'environnement. Ce projet d'arrêté sera proposé à monsieur le préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Phase de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux de terrassement et de raccordement ont lieu en dehors de la période allant du 1 <sup>er</sup> mars au 15 juillet pour éviter les éventuels cas d'abandon et de destruction de nichées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 29 juillet 2025, l'inspection a effectué une visite inopinée sur le site du parc éolien de la Besse (Cherves-Châtelars, Charente). Il n'a été constaté aucune activité sur le site. Les travaux lourds (terrassement, fondations, aménagement et création de pistes, tranchées...) en vue de l'installation de trois éoliennes sont finalisés. À ce jour, l'exploitant disposait de deux périodes d'une durée totale de 33 jours, incluant les week-ends et jours fériés, pour réaliser des travaux. Compte tenu de l'ampleur des travaux réalisés sur la période disponible entre le 10 février (date déclarée du début des travaux) et le jour de cette visite, il est difficilement concevable qu'ils aient pu être menés en seulement 33 jours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <b>sous 15 jours</b>, de justifier que les travaux constatés par l'inspection ont été réalisés conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Dans la négative, l'exploitant détaille le calendrier de chacune des activités réalisées lors des périodes d'interdiction ainsi que les circonstances de la poursuite du chantier de construction du parc suivant ces périodes d'interdiction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

## N° 2 : Rapport d'incident

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles R. 512-69 et L. 511-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Article R.512-69 du code de l'environnement</i>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p><i>Article L. 511-1 du code de l'environnement</i>  Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale,</p>

publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### Constats :

L'inspection constate le 29 juillet 2025 la présence de nappe d'eau affleurante dans les fondations des éoliennes E1, E2 et E3. À ce jour, aucune déclaration d'accident ou d'incident n'a été portée à la connaissance de l'inspection. Le niveau du plan d'eau se situe à environ un mètre du point le plus bas du bord des trois fondations (cf photographies ci-dessous). Aucune barrière de sécurité ni de panneau de signalisation d'un danger n'a été mis en place.

Ce constat traduit que les opérations de terrassement ont conduit à une mise en communication avec la nappe phréatique affleurante et rien ne permet d'infirmier un transfert d'une pollution de surface vers cette nappe. Ce constat dénote également que la prise en compte du risque de mise en contact avec la nappe phréatique n'a pas été suffisante en amont du chantier.



Éolienne E1



Éolienne E2



Éolienne E3

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant

- de transmettre à l'inspection, **sous 15 jours**, un rapport d'accident ou d'incident qui précisera les différents points mentionnés dans l'article R. 512-69 du code de l'environnement, notamment les circonstances et causes de l'incident, les substances éventuellement dangereuses en cause, les effets potentiels sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour pallier à moyen ou long terme (le modèle de fiche-type à compléter est disponible à l'adresse [https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche\\_notification\\_accident\\_avril2021\\_MTE.pdf](https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf))
- d'indiquer, **sous un mois**, et préalablement à toute reprise du chantier, les mesures envisagées, associées de leurs justificatifs, de nature à garantir les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la protection des eaux sub-surfaciques et souterraines. L'objectif est de garantir l'absence de transfert d'une pollution de surface dans les eaux souterraines.
- détailler, **sous un mois**, les modalités d'évacuation des eaux actuellement présentes dans les fondations des éoliennes E1, E2 et E3. En particulier, une étude hydrogéologique, préalable à toute reprise des travaux, doit être menée pour définir les modalités de reprise du chantier et les dispositions à prendre pour éviter d'observer de nouveau une résurgence de nappe lors de la poursuite des travaux de fondations des éoliennes E1, E2 et E3.

De plus avant la reprise du chantier, l'exploitant évalue le possible impact généré par le chantier sur la nappe interceptée, qui a conduit au remplissage des fondations de chacune des éoliennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours et 1 mois

### N° 3 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 511-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, préservation du milieu naturel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite du chantier a également permis de faire les constats suivants.</p> <p>1) La totalité des pistes d'accès aux éoliennes E1, E2, E3 ainsi que leurs plateformes de maintenance et l'aire dédiée au poste de livraison sont recouvertes d'une couche bitumineuse étanche (voir planche photographique ci-après) et non de matériaux naturels, comme prévu pour ce type de chantier. Or, il est indiqué dans l'étude d'impact de l'exploitant (§ 1.4.2, p. 38), que « [l]a structure envisagée pour le projet sera composée de cailloutis (grain max. 60 mm), d'une épaisseur de couche de 0,30 m sur un sous-sol en sable compacté (environ 0,30 m) ». Le lessivage du revêtement observé, en cas d'épisodes pluvieux, présente un risque d'entraînement dans le milieu naturel de composés dont la nature chimique est susceptible d'apporter une contamination du sol et du sous-sol, phénomène que ne sauraient provoquer des matériaux naturels de type granulats de calcaire.</p> <p>2) La présence de batraciens a été observée dans les nappes d'eau des fondations des éoliennes E1 (6 batraciens) et E2 (2 batraciens). Des barrières anti-batraciens sont présentes sur le site d'implantation des trois éoliennes. Toutefois, ces barrières sont disposées en périphérie des fondations et des plateformes de maintenance et non dans le périmètre proche des fondations (cf planche photographique ci-dessous). Les barrières positionnées sont du type film géotextile d'une hauteur d'environ 50 cm. Elles ne présentent pas une intégrité parfaite et ne remplissent pas leur fonction d'empêcher les batraciens d'accéder à l'eau des fondations (film à terre ou trous de passage à sa base).</p>

3) Des épisodes pluvieux ont formé des ornières, dont l'axe d'écoulement part des plateformes de maintenance vers les fondations des éoliennes remplies d'eau. Ces eaux potentiellement polluées, issues du lessivage des plateformes de maintenance, se déversent en partie dans les nappes d'eau des fondations des trois éoliennes, ce qui est susceptible d'induire également une pollution de la nappe interceptée.

4) Aucun bornage ne permet de fixer les limites de l'emprise de l'installation, des zones de chantier des éoliennes, du poste de livraison et de la base de vie pour les opérateurs en charge de la construction des éoliennes.

5) La plateforme d'accueil du futur poste de livraison, positionnée le long de la piste de l'éolienne E3, présente une excroissance qui se prolonge sur un terrain agricole – excroissance qui n'est pas mentionnée sur les plans de l'emprise autorisée du parc éolien. Des traces au sol indiquent que cette excroissance sert éventuellement d'aire de retournement des camions ou engins de chantier.

6) Une base de vie d'environ 50 m par 100 m est présente à l'angle de la route principale et de la piste d'accès de l'éolienne E3 (voir planche photographique ci-dessous). Cette base de vie n'apparaît pas dans le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant. Elle est composée de plusieurs bâtiments de type Algeco, d'une réserve d'eau (cuve GRV), d'un compresseur à air, d'une cuve à gas-oil et d'une fosse septique étanche. Le site n'est pas sécurisé (absence de clôture et d'affichage) pour en interdire l'accès (cf photographies infra). Du matériel ainsi que des déchets de chantier (palettes, cuve GNR, buse en béton, grilles...) sont déposés en périphérie de la base de vie sur une surface enherbée (voir planche photographique ci-dessous). Il a également été constaté un écoulement de gas-oil au niveau du sol proche du compresseur (voir planche photographique ci-dessous). Cet écoulement de produits hydrocarbonés sur une surface d'un peu plus de 3 m<sup>2</sup> n'a manifestement pas été traité pour éviter une contamination des sols (voir planche photographique ci-dessous).



Revêtement bitumeux sur une piste et une plateforme d'éolienne



Barrière anti-batraciens



Piste bitumeuse



Trou dans une barrière anti-batraciens



Base de vie





Compresseur sur la base vie



Trace d'hydrocarbures



Autre vue de la base vie

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant

#### **1) L'exploitant, sous un mois**

- prend les dispositions nécessaires pour retirer les matières et substances dangereuses des pistes et des plateformes de nature à générer des pollutions du sol, sous-sol et des eaux de surface et souterraines. Ces matières ou substances sont envoyées dans des filières de traitement de déchets adaptées et les justificatifs sont transmis à l'inspection
- justifie que les sol, sous-sol et les eaux de surface et souterraines au droit du site n'ont pas été impactés par le lessivage du revêtement bitumineux des pistes d'accès et des différentes plateformes.

2) L'exploitant, **sous une semaine**, installe une barrière anti-batraciens efficace et adaptée autour des fondations des éoliennes, et s'assure, par un passage régulier, de l'intégrité et de l'efficacité de ces barrières.

L'exploitant réalise un suivi spécifique de l'évolution de la population de batraciens dans les zones concernées des éoliennes avant la reprise des travaux de construction du parc.

3) L'exploitant, **sous 15 jours**, met en place la totalité du bornage de l'emprise ICPE du parc éolien.

#### **4) L'exploitant, sous un mois**

- justifie la surface occupée dédiée au poste de livraison
- explique l'absence de la base de vie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et décrit les travaux qui ont été mis en œuvre pour sa réalisation (terrassement, défrichage...).

#### **5) L'exploitant**

- transmet à l'inspection, **sous 15 jours**, un rapport d'accident ou d'incident relatif à l'écoulement de produits hydrocarbonés observé près du compresseur de la base vie. Ce rapport est établi conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement (le modèle de fiche-type à compléter est disponible à l'adresse [https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche\\_notification\\_accident\\_avril2021\\_MTE.pdf](https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf))
- indique, **sous un mois**, les mesures envisagées, associées de leurs justificatifs, pour garantir la préservation et la protection des sols et des sous-sols possiblement affectés par la diffusion d'hydrocarbures



- justifie, **sous 15 jours**, que la cuve de gas-oil est à double enveloppe. Si tel n'est pas le cas, une rétention de capacité suffisante est mise en place dans ce même délai.

L'exploitant transmet à l'inspection un état des lieux complet de la situation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 semaine, 15 jours et 1 mois

#### N° 4 : Protection des habitats

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 6.2

**Thème(s) :** Préservation du milieu naturel

##### **Prescription contrôlée :**

Une distance latérale d'un mètre est respectée entre les haies non arrachées et les travaux en sous-sol longeant ces haies, afin de préserver les racines. Si, dans des cas justifiés (impératifs techniques), cette distance ne peut être respectée, les travaux peuvent être réalisés après validation de l'inspection.

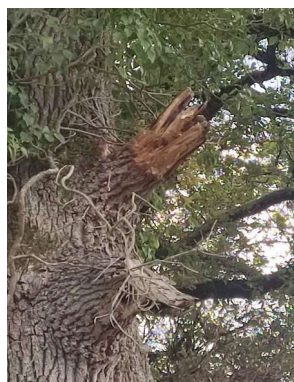
##### **Constats :**

Un fossé a été creusé à l'aplomb de la haie et d'un chêne qui se situe à l'angle de la route principale et de la piste d'accès de l'éolienne E3. Ce chêne (hauteur ~ 15 m) présente des dommages au niveau des racines. En effet, des racines importantes ont été arrachées, manifestement par un engin de chantier (cf photographies ci-après), détruisant potentiellement le système racinaire de l'arbre, ce qui peut créer un risque de déstabilisation par vent fort et affecter sa longévité.

De plus, à l'angle de la route principale et de la piste d'accès de l'éolienne E1, un autre chêne (~ 15 m de hauteur) a eu des branches arrachées (~ 30 cm de diamètre et 6 m de longueur). Celles-ci ont été déposées au bord de la route principale (voir photographies plus bas).



Chêne à l'angle de la route principale et de la piste d'accès à l'éolienne E3, et vue sur les racines arrachées



Chêne à l'angle de la route principale et de la piste d'accès à l'éolienne E1, et vue sur les branches arrachées

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1) Il est demandé à l'exploitant, **sous 15 jours**, de produire deux rapports d'accident ou d'incident relatifs aux racines endommagées d'un premier chêne et aux branches arrachées d'un second, ceci conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement (le modèle de fiche-type à compléter est disponible à l'adresse [https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche\\_notification\\_accident\\_avril2021\\_MTE.pdf](https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf)).

#### **2) L'exploitant, sous un mois**

- justifie le non-respect relatif à la distance latérale d'au moins un mètre entre les haies non arrachées et les travaux en sous-sol longeant ces haies (cf le chêne situé à l'angle de la pite d'accès de l'éolienne E3)
- démontre que la stabilité et l'intégrité de ce chêne ne sont pas compromis
- justifie les motivations de l'arrachage des branches du second chêne situé à l'angle de la pite d'accès de l'éolienne E1. Ces branches sont évacuées pour éviter tout accident routier.

3) L'exploitant, **sous un mois**, justifie les motivations de l'arrachage des branches du second chêne situé à l'angle de la pite d'accès de l'éolienne E1. Ces branches sont évacuées pour éviter tout accident routier.

L'exploitant transmet à l'inspection un état des lieux complet de la situation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours et 1 mois